la Convention
de la Baie-James
et du Nord québécois

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James

ᑲ·▽ᔑ· ◁ △∪ᑯ
ᐊᑦᒥ
▽ᔑ· ▽ᐅᑦ

Siège social:
Baie-du-Poste
Lac Mistassini, via Chibougamau, Québec
G0W 1C0

Secrétariat et correspondance générale:
Édifice Marly
3900, rue de Marly, 4e étage,
boîte 50,
Sainte-Foy (Québec)
G1X 4E4
(418) 643-8388 ou 7974

COMPTE RENDU DE LA 81e RÉUNION

DU COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT

DE LA BAIE JAMES

(PROJET)

DATE : Le 4 mars 1994

ENDROIT : Administration régionale crie
1, Place Ville-Marie
Suite 3438
Montréal (Québec)

ÉTAIENT PRÉSENTS :
MM. Philip Awashish, président, ARC
Alan Penn, vice-président, ARC
René Boudreault, Canada
Pierre Lauzon, Canada
Mme Diane Morneau, Canada
MM. Pierre Paulhus, Canada
Gilles Frisque, Québec
Hervé Chatagnier, secrétaire, CCEBJ

ÉTAIENT ABSENTS :
MM. Willie Iserhoff, ARC
Paul Wilkinson, ARC
Louis Archambault, Québec
Robert Daigneault, Québec
Mme Marie Lessard, Québec

Imprimé sur du papier recyclé

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président déclare la réunion ouverte à 9h30 et l'ordre du jour suivant est adopté :

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour;
2. Adoption du compte rendu de la 80e réunion;
3. Structure du secrétariat;
4. Consultations publiques sur le plan de développement (1996) d'Hydro-Québec;
5. Consultation par Hydro-Québec sur leur politique de mise en valeur intégrée;
6. Exploitation forestière :
   - 6.1 Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives (Loi 108);
   - 6.2 Plans généraux (PGAF) et plans quinquennaux (PQAF) d'aménagement forestier;
7. Contamination de la nappe phréatique à Chisasibi;
8. Code d'éthique pour la recherche en milieu nordique;
9. Rapport sur les activités du COMEV, du COMEX et du COFEX-Sud;
10. La fusion du ministère de l'Environnement et du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
11. Révision du chapitre 22 de la CBJNQ;
12. Date et lieu de la prochaine réunion.

2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA 80e RÉUNION

Le compte rendu de la 80e réunion est adopté après y avoir apporté un certain nombre de corrections.

3. STRUCTURE DU SECRÉTARIAT

Le secrétaire informe le Comité que le ministre de l'Environnement et de la Faune (MEF), M. Pierre Paradis, devrait transmettre sous peu les résultats de l'analyse du MEF des possibilités de regroupement des secrétariats des divers comités créés en vertu du chapitre 22 de la CBJNQ. Rappelons que le 3 juin 1993, le Comité écrivait au ministre pour lui demander d'entreprendre une telle évaluation. Rappelons aussi que le 2 novembre 1993, le Comité écrivait pour demander que le poste de conseiller technique soit comblé dans les meilleurs délais.

Le Comité est aussi informé que, lors d'une conférence téléphonique du sous-comité exécutif, tenue le 14 février dernier, il avait été convenu de recommander au Comité que le sous-comité exécutif soit mandaté pour interviewer le(la) candidat(e) proposé(e) par le ministre pour combler le poste de conseiller technique. Après discussion, le Comité décide d'accepter cette recommandation. Il est convenu que les membres nommés par le Canada se contacteront sous peu pour déléguer un membre au sous-comité exécutif.

4. CONSULTATIONS PUBLIQUES SUR LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT (1996) D'HYDRO-QUÉBEC

M. Alan Penn dépose un projet de lettre, en date du 4 mars 1994, adressé à M. Armand Couture d'Hydro-Québec. Ce projet de lettre fait état d'une position que pourrait adopter le Comité quant à son rôle dans le processus de consultations publiques mené par Hydro-Québec pour l'élaboration de son prochain plan de développement (1996). Rappelons qu'il y a plusieurs mois, Hydro-Québec a débuté un processus formel de consultation sur son prochain plan de développement. Au cours des derniers mois, Mme Diane Morneau et M. Alan Penn ont participé à de nombreuses réunions convoquées par Hydro-Québec à ce sujet.

Le Comité fait l'analyse du projet de lettre déposé par M. Alan Penn et, après y avoir apporté plusieurs modifications, en font l'adoption (voir annexe 1).

Par ailleurs, MM. Philip Awashish, Paul Wilkinson, Pierre Lauzon, Gilles Frisque et Mme Diane Morneau ont récemment participé à une rencontre avec la haute direction d'Hydro-Québec. Il ressort de cette réunion, qu'Hydro-Québec aurait décidé de tenir une série de forums distincts pour consulter les régions. Il appert aussi que les mécanismes de la consultation publique ne prévoient pas de participation distincte des autochtones.

5. CONSULTATIONS PAR HYDRO-QUÉBEC SUR LEUR POLITIQUE DE MISE EN VALEUR

Le Comité prend connaissance d'un document d'Hydro-Québec intitulé : «Politique de mise en valeur intégrée - Consultation externe, novembre 1993». Le sous-comité exécutif, lors de sa conférence téléphonique du 14 février dernier, avait proposé que le Comité écrive à M. André Laporte d'Hydro-Québec afin de demander que le Comité soit consulté sur leur politique de mise en valeur. On constate à la lecture de la documentation d'Hydro-

Québec que le Comité ne figure pas sur la liste des organismes externes qui seront consultés.

Le Comité fait l'analyse d'un projet de lettre demandant à M. André Laporte d'Hydro-Québec de soumettre au Comité tous les renseignements pertinents sur le projet de politique de mise en valeur intégrée et de consulter le Comité à ce sujet.

6. EXPLOITATION FORESTIÈRE

6.1 Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives (Loi 108)

Tel que convenu lors de la dernière réunion, M. Gilles Frisque du sous-comité foresterie avait déposé, le 12 janvier dernier, une note de service qui contient ses commentaires sur la Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives (Loi 108). Rappelons que, lors de la dernière réunion, le Comité avait obtenu copie de ce projet de loi. Depuis cette réunion la loi a été sanctionnée et est donc en vigueur.

Néanmoins, compte tenu des impacts possibles des modifications à la Loi sur l'exploitation forestière dans le territoire de la Baie James, le Comité décide qu'il y aurait lieu de soumettre des commentaires à ce sujet au ministre des Ressources naturelles, M. Christos Sirros.

Deux nouveaux éléments retiennent l'attention du CCEBJ. Le premier concerne principalement les articles 25.2 et 25.3 de la loi. Ces deux articles, qui sont relatifs à la conservation du milieu forestier, se lisent comme suit :

> 25.2 «Le ministre peut, de façon exceptionnelle et après consultation des ministères concernés, prescrire, pour une unité territoriale donnée, des normes d'intervention forestière différentes de celles fixées par règlement lorsque ces dernières ne permettent pas de protéger adéquatement l'ensemble des ressources de cette unité en raison des caractéristiques du milieu propre à celle-ci et de la nature du projet qu'on entend y réaliser.»

25.3 «Le ministre peut, lors de l'approbation du plan quinquennal ou du plan général et après la consultation visée à l'article 58.2, autoriser le bénéficiaire à appliquer, pour une unité territoriale donnée, des normes d'intervention forestière différentes de celles fixées par le règlement lorsque les caractéristiques du milieu propre à cette unité et la nature du projet qu'on entend y réaliser le justifient. Ces normes devront faire l'objet d'une consultation préalable auprès du ministère concerné.»

Ces deux articles permettront, dans certains cas évidents, de ne pas appliquer des normes qui se révèlent inefficaces ou même nuisibles au milieu forestier, donnant ainsi au ministre une liberté qui pourrait être bien utilisée, en tenant compte des habitants et des habitats particuliers qui se retrouvent, entre autres, en milieu nordique. Cependant, ces deux articles pourraient aussi donner au ministre une liberté qui pourrait être mal utilisée. Le Comité convient de demander que, dans le cas précis de ces deux articles, la notion «d'unité territoriale» soit mieux précisée. En effet, il serait dangereux qu'une partie du territoire conventionné soit considérée comme une «unité territoriale donnée» et permette ainsi au ministre d'exempter certains détenteurs de CAAF de l'application légale des normes prévues en ce qui concerne la conservation du milieu forestier et les diverses dispositions du plan d'aménagement.

D'autre part, les libellés des articles 25.2 et 25.3 sont potentiellement dangereux, dû au fait qu'ils pourraient permettre au ministre d'exempter certaines interventions, effectuées à des coûts élevés sur le territoire nordique des normes habituelles de protection de l'environnement. Le CCEBJ décide donc de demander au ministre de modifier les articles 25.2 et 25.3 de façon à ce que toute modification aux procédures habituelles ne soit approuvée par le ministre qu'après publication de ces modifications et consultations des principaux intéressés dans des délais précis. Il est évident que, dans le cas du territoire conventionné de la Baie James, le Comité et les communautés autochtones concernées devront être consultés.

Pour ce qui a trait à l'accessibilité des plans généraux et quinquennaux, le CCEBJ constate que l'article 58.2 de la loi exige une consultation par le bénéficiaire auprès des personnes ou groupes qui en ont fait la demande dans les 20 premiers jours de la période prévue à l'article 58.1 de la loi. L'article 58.2 exige aussi que le bénéficiaire doit, indépendamment de toute demande, consulter la municipalité régionale de comté (MRC) concernée. Compte tenu qu'il n'existe pas de MRC sur le territoire conventionné de la Baie James et compte tenu du grand intérêt que représente la forêt pour les Cris, le Comité décide de recommander de modifier l'article 58.2 de la loi, afin d'exiger que le bénéficiaire consulte l'Administration régionale crie (ARC) et les conseils de bande. Dans ce contexte, le Comité décide de recommander que l'ensemble des plans généraux ainsi que la série des plans quinquennaux 1994-1999 soient transmis à l'ARC et aux conseils de bande concernés et ce, dans les plus brefs délais.

On demande au secrétaire de préparer une lettre contenant ces commentaires ainsi que les autres soulevés dans la note de M. Frisque afin de le transmettre au ministre Sirros dans les meilleurs délais.

6.2 Plans généraux (PGAF) et plans quinquennaux (PQAF) d'aménagement forestier

On informe le Comité que le sous-comité foresterie (M. Alan Penn et M. Gilles Frisque), M. Robert Beaulieu, ARC, Mme Ginette Lajoie, ARC et M. Raymond Houle se sont rencontrés le 3 mars dernier afin de discuter de l'approche proposée par M. Penn relativement à l'analyse des PGAFs et des PQAFs par le Comité.

Rappelons que le Comité avait adopté la proposition contenue dans un mémorandum de M. Penn daté du 27 septembre dernier. Il s'agit essentiellement de préparer un avis sur le traitement des dossiers forestiers depuis la signature de la CBJNQ.

Il appert que l'approche proposée par M. Penn n'a pas fait l'unanimité lors de la réunion du sous-comité foresterie tenue le 3 mars dernier. Les deux représentants de l'Administration régionale crie (Mme Lajoie et M. Beaulieu) auraient préféré une approche qui soit plus directement liée à l'examen des plans d'aménagement. Dans ce contexte, il est suggéré d'attendre que le sous-comité foresterie s'entende sur l'approche à retenir.

Par ailleurs, tel que convenu lors de la conférence téléphonique du sous-comité exécutif, tenue le 14 février dernier, M. Alan Penn dépose un projet de lettre à l'intention du ministre des Ressources naturelles et ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Christos Sirros. Ce projet de lettre fait l'historique de la problématique forestière sur le territoire de la Baie James et des interventions du Comité. Il propose aussi plusieurs recommandations dont les suivantes :

- que le Comité soit consulté sur la révision du règlement sur les normes d'intervention en milieu forestier;

- que le ministre revoit le dossier du plan d'affectation des terres;

- que les chemins forestiers fassent l'objet d'un examen global dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social;

- que les plans d'aménagement forestier tiennent compte des préoccupations des utilisateurs de la forêt autre que l'industrie forestière;

- que le ministre revoit la structure des contrats d'aménagement et d'approvisionnement forestier (CAAFs) afin de s'assurer que l'exploitation de la forêt nordique se fasse selon le concept de développement durable;

- que le ministre s'assure de la collaboration de son ministère afin de fournir au Comité les données et les analyses pour permettre un examen adéquat des plans d'aménagement forestier.

Après discussion, il est convenu que les membres du Comité soumettront au secrétariat leurs commentaires sur le projet de lettre d'ici la semaine prochaine.

7. CONTAMINATION DE LA NAPPE PHRÉATIQUE À CHISASIBI

On rappelle que le Comité a reçu une lettre datée du 24 septembre dernier de Me McKenzie du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC) concernant l'objet mentionné en rubrique. Il s'agit de la réponse à une lettre du Comité, du 27 août dernier, dans laquelle on demande au MAINC de fournir une expertise technique sur la problématique des conséquences possibles de la contamination de la nappe phréatique à Chisasibi sur la santé.

Lors d'une réunion précédente le Comité avait décidé d'écrire à nouveau à Me McKenzie pour réitérer la demande d'expertise technique. On devait indiquer dans la lettre que le Comité fédéral d'examen, lors de l'évaluation du projet de réseau d'égout et de traitement des eaux usées à Chisasibi, a demandé que la question de décontamination de la nappe phréatique soit adressée par le promoteur (Conseil de bande de Chisasibi).

M. Penn avait déposé un projet de lettre à ce sujet lors d'une réunion précédente.

Or, M. Lauzon s'interroge sur la pertinence d'envoyer une telle lettre compte tenu des interventions du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC) dans le projet de construction d'un réseau d'égout et de traitement des eaux usées à Chisasibi (financement, etc.). De plus, il appert que la question des conséquences possibles de la nappe phréatique à Chisasibi ne semblerait plus, selon M. Lauzon, être un problème pour la bande compte tenu que Chisasibi sera bientôt doté d'un

tout nouveau système de traitement des eaux. Enfin, M. Lauzon suggère que si la bande accorde toujours une importance à cette question, qu'elle pourrait faire appel à des spécialistes dans la matière plutôt qu'au MAINC qui ne possède pas d'expertise dans ce domaine.

Après discussion, il est convenu que cette question devrait être réglée à l'extérieur du Comité.

8. CODE D'ÉTHIQUE POUR LA RECHERCHE EN MILIEU NORDIQUE

Faute de temps, ce sujet est reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

9. RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU COMEV, DU COMEX ET DU COFEX-SUD

Faute de temps, ce sujet est reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

10. LA FUSION DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE

Faute de temps, ce sujet est reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

11. RÉVISION DU CHAPITRE 22 DE LA CBJNQ

Faute de temps, ce sujet est reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

12. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

Il est convenu de tenir la prochaine réunion vers la mi-mai. On suggère de voir à la possibilité de tenir cette réunion à Whapmagoostui.

HERVÉ CHATAGNIER
Secrétaire

94 03 28